

AGIR POUR LA PAIX DANS LE CAUCASE

Bernard Dreano

Président de l'Assemblée européenne des citoyens (AEC, Helsinki Citizens' Assembly – France), auteur de *Guerres et Paix au Caucase, empires peuples et nations*, éditions Non lieu, Paris 2009

Lors de la décomposition de l'Union soviétique plusieurs guerres ont ravagé le Caucase. Au Sud entre Azerbaïdjanais et Arméniens pour le Nagorno Karabakh (1991-94), en Géorgie, combats en Ossétie du Sud (1991), guerre civiles géorgienne (1991-93), guerre d'Abkhazie (1992-94). Au Nord, les guerres de Tchétchénie (1994-96), puis à partir de 1998. Ils ont fait des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés. La paix est loin d'être revenue, la violence demeure très élevée dans presque tout le Nord Caucase, la guerre d'août 2008 entre Russes et Géorgiens pour l'Ossétie du Sud a démontré que les conflits « gelés » depuis les années 90 peuvent se réchauffer à tout moment au Sud.

Pourtant des mouvements luttent contre la violence, pour la justice et pour la paix entre les peuples. Actifs et tenaces, ils subissent parfois la répression des autorités en place (notamment au Nord Caucase) et demeurent méconnus de la communauté internationale.

Libérer les otages

Dès mars 1992 des militants de la paix, arméniens, géorgiens et azerbaïdjanais, se sont retrouvés à Bratislava (Slovaquie) lors de la deuxième assemblée générale de la Helsinki Citizens' Assembly (HCA). Ce réseau HCA avait été créé quelques mois auparavant, en octobre 1990 à Prague, par des militants de la paix et des droits civiques d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Il venait d'organiser une caravane de paix à travers la Yougoslavie en désintégration. Les Caucasiens ont proposé de faire de même dans leur région en guerre : un voyage Bakou-Erevan en autocar ! Pour permettre leur passage, il faudra négocier un cessez-le-feu sur le front et l'arrivée de l'azerbaïdjanaise Arzu Abdullayéva à Eravan sera saluée comme un événement historique. Quelques semaines plus tard un groupe du comité HCA Turquie, accompagné de Géorgiens, et d'autres, est allé en Arménie puis a emmené l'Arménienne Anaït Bayandour à Bakou. Cette action a valu en 1993 du prix Olof Palme pour la paix à Arzu l'Azerbaïdjanaise et Anaït l'Arménienne. Ces initiatives spectaculaires en pleine guerre vont permettre aux militants d'avoir le rapport de force et la légitimité pour coopérer sans être immédiatement accusés de trahison par leurs États respectifs.

Les guerres du Caucase s'accompagnent de milliers de prises d'otages. Les groupes HCA établissent une liste de 4 812 noms d'otages ou disparus, et vont faciliter la libération de près de 500 d'entre eux. Pendant la même période le comité HCA de Géorgie intervient pour créer des canaux de dialogues avec Ossètes et Abkhazes. Les membres de HCA peuvent être en désaccord sur le statut final des territoires contestés (l'indépendance ou l'autonomie), certains ont laissé leur kalachnikov encore chaude pour se consacrer à la libération d'otages, des militants incorporés dans les armées sont morts au combat. Mais c'est la volonté d'agir ensemble qui prime, parce qu'elle est efficace immédiatement, et parce qu'elle constitue un pas vers la reconstruction de la paix à venir

L'arrêt des combats en 1994, en Abkhazie ou au Karabakh, ne signifie pas la paix. Il va donc falloir poursuivre leurs actions sur les conséquences des conflits. Les « mouvements de mères » à l'image du Comité des mères de soldats créé en Russie en 1989, proclament leur intention d'aller sur les tombes situées en territoire ennemi, de partager les deuils, rapatrier les corps, de contribuer à la création de « groupes de confiance » pour élucider le destin des disparus. Les Géorgiens assurent la

continuité des contacts entre leurs partenaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan, puisque la Géorgie reste accessible à toutes et tous. Et une cinquantaine d'Arméniens participent à l'assemblée générale du réseau HCA international, fin octobre 2000 à Bakou. Un moment fort pour tous ceux qui ont lutté pour la paix depuis le début des guerres du Caucase.

Pont rouge et tulipes jaunes

Les groupes HCA ne vont poursuivre leurs activités sur les conséquences des guerres, qui sont aussi des activités de prévention contre la reprise des conflits : réunions sur les droits des réfugiés, rencontres de femmes, rencontres de familles de disparus, en particulier la conférence « *Loss... Hope* » d'août 2002 à Tbilissi. Ils doivent faire face à la lassitude des militants et au raidissement des autorités, par exemple, après 2001, le gouvernement d'Azerbaïdjan va compliquer les contacts avec les Arméniens et les médias traiter de « traîtres » ceux qui les organisent, les relations géorgiens-ossètes sont entravées par les autorités russes, etc.. Cela n'empêche la poursuite du travail entre géorgiens, arméniens et azerbaïdjanais, la « coopération du Pont Rouge » (du nom d'un pont à la triple frontière des trois pays), Le 31 août, lors de la Journée internationale, les disparus sont emblématiquement représentés par les Tulipes Jaunes, une campagne « lancée à en 2002, avec des oignons de tulipes offerts par des militants Néerlandais et plantés dans les trois pays. C'est aussi la tentative à la fin des années 2000 d'ouvrir des lieux associatifs, des Maisons de la paix. Une première est créée à Stepanakert (Nagorno Karabakh).

Une mention particulière doit être faite à propos des réunions de femmes et de jeunes. Rencontres des femmes, depuis 1992-1993, sur les questions de la paix comme sur les échanges d'expériences de luttes pour les droits des femmes, avec des publications en russe, géorgien, arménien et azéri. Séminaires de jeunes « pour le dialogue et la compréhension mutuelle », sud-caucasiens (le plus souvent en Géorgie pour permettre aux Azerbaïdjanais et aux Arméniens d'y participer ensemble) ou internationaux, organisés avec le soutien des français, néerlandais, turcs ou autrichiens, au Sud-Caucase (Bakou en 2000, Tsaghkadzor en Arménie en 2003, Telavi en Géorgie en 2004 et 2009) mais aussi en Turquie, en Moldavie, en Pologne, en Ukraine, en France, etc.

Lutter pour le respect des droits au Nord Caucase

Au Nord, lors de la première guerre de Tchétchénie, on se souvient des actions spectaculaires des mères de soldats russes allant chercher leur fils au combat ou prisonniers. Une action qui a grandement contribué au développement d'un mouvement de masse en Russie contre cette sale guerre. Par contre, lors de la seconde guerre, à la suite des sanglants attentats terroristes de l'été 1999 attribué par Vladimir Poutine au Tchétchènes, aucun mouvement de même ampleur n'a pu se développer en Russie. Mais des groupes n'ont pas cessé de dénoncer, au Nord Caucase comme dans le reste de la Fédération de Russie, les crimes de guerres perpétrés pendant le conflit, et, depuis la « pacification » de la Tchétchénie, les graves atteintes aux droits de l'homme. Ainsi le mouvement des mères des enfants victimes de la sanglante prise d'otage de l'école n°1 de Beslan en Ossétie du Nord (septembre 2004), qui luttent pour faire reconnaître la responsabilité des autorités russe dans l'issue tragique de cette opération.

Le respect des droits de l'homme et la paix civile sont étroitement liés au Nord-Caucase, où, si la guérilla tchétchène n'existe presque plus, la paix est loin d'être acquise – sans parler de la démocratie ! En Tchétchénie et dans les républiques autonomes voisines, notamment d'Ingouchie et du Daghestan. Lutter pour les droits des citoyens et des peuples est très dangereux, comme en témoigne la multiplication des assassinats : la journaliste Anna Politovkaïa en octobre 2006, l'avocat et militants des droits de l'homme Stanislas Markelov en janvier 2009, l'animatrice de

l'association *Mémorial* en Tchétchénie, Natalia Estemirova, en juillet 2009 et de très nombreux autres, journalistes, avocats, militants antifascistes ou pacifistes, russes ou nord-caucasiens.

Dialogues pour la paix

Les relations entre la Russie et la Géorgie, jamais bonne depuis l'indépendance et le soutien militaire russe aux séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie, se sont encore dégradées en 2006 (boycott des produits géorgiens, campagne raciste). Le mouvement russe YHRM (Les jeunes pour les droits de l'homme) a alors lancé un appel aux jeunes de Géorgie et de Russie où l'on pouvait lire: *Nous ne voulons pas élever des générations oubliant l'amitié durable entre Géorgiens et Russes et ne se souvenant que de confrontations. Nous rêvons du jour où les jeunes de Russie (y compris ceux du Nord-Caucase) et de Géorgie. Nous demandons aux autorités géorgiennes et russes de mettre un terme à leur escalade. Nous appelons tous ceux qui se sentent concernés à rejoindre cette déclaration commune ou créer leurs propres initiatives, non seulement en Russie et en Géorgie, mais aussi dans d'autres États.* Juste après la guerre d'Ossétie en 2008, une délégation d'YHRM était en Géorgie, pour vérifier les faits et dénoncer les désinformations. Un mois plus tard des militants de la paix de Russie, du Nord et du Sud-Caucase se retrouvaient avec des partenaires d'autres pays au Forum social européen de Malmö en Suède, autour notamment de Stanislav Markelov, (assassiné quelques mois plus tard). Et depuis malgré tous les blocages et anathèmes, le dialogue russo-géorgien ce poursuit.

Plus important, peut être le dialogue arméno-turc. Le conflit contemporain entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pèse sur la relation des deux peuples – c'est d'ailleurs l'origine de la fermeture de la frontière entre Arménie et Turquie. Mais elle est aussi conditionnée par l'histoire, l'ombre du génocide de 1915. Le dialogue entre mouvements de citoyens d'Arménie et de Turquie a commencé dès les années 1990. La création en 1996 à Istanbul de l'hebdomadaire bilingue turc/arménien *Agos* par Hrant Dink, a contribué au développement des débats sur l'histoire comme sur le présent, sur la culture comme sur les droits des minorités. En 2005 des initiatives comme le séminaire de jeunes *Yavats Gamat* - « doucement, doucement » en turc et arménien, ou le séminaire universitaire de l'université Bilgi d'Istanbul, ont montré publiquement que le débat sur le « tabou arménien » commençait à être possible en Turquie. Cette dynamique c'est accentuée malgré les réactions des nationalistes turcs, et surtout l'assassinat de Hrant Dink, en janvier 2007 par un jeune tueur manipulé par « l'État profond » turc. Des dizaines et des dizaines de milliers de Stambouliotes sont descendus dans la rue le jour des funérailles en criant « *Nous sommes tous des Arméniens !* » Des livres ont connu un succès considérable *Le Livre de ma grand-mère* où Fethiye Cetin raconte la découverte de ses origines arméniennes, *La Profondeur du mont Ararat* ou Ece Temelkuran raconte ses voyages en Arménie et dans la diaspora, etc.

Le gouvernement turc a proposé en 2009 un « protocole » au gouvernement arménien prévoyant la réouverture de la frontière et esquissant un processus de paix au Karabakh. Les nationalistes turcs et arméniens cherchent à faire capoter ce processus. Les seconds notamment parce qu'ils craignent que la normalisation des relations arméno-turques n'entérine la négation historique du génocide par l'Etat turc, sans comprendre que la dynamique actuelle provoque au contraire la prise de conscience croissante de la réalité du passé dans la société turque. Des nationalistes arméniens qui ont même été jusqu'à empêcher, à Lyon en 2007, la présentation des initiatives de dialogue en Arménie et en Turquie !

Une relation arméno-turque apaisée, une politique médiatrice de la Turquie dans la région (soutenue par l'Amérique d'Obama sans être considérée comme hostile par la Russie d Poutine) peut favoriser une solution au Karabakh et contribuer à la stabilité dans toute la région. Mais cela ne sera possible que si, comme le demandent les mouvements de paix locaux, soient respectés les droits de toutes et de tous et soit abandonné sans équivoques la loi des armes.